

 Contenu archivé le 2022-12-07

Un cadre global pour l'authentification dans le commerce électronique

Un groupe d'experts de haut niveau, parmi lesquels des représentants de la Commission européenne, s'est réuni au siège de l'Union internationale des télécommunications (UIT) les 9 et 10 décembre derniers, pour discuter des obstacles réglementaires, techniques et juridiques à l...

Un groupe d'experts de haut niveau, parmi lesquels des représentants de la Commission européenne, s'est réuni au siège de l'Union internationale des télécommunications (UIT) les 9 et 10 décembre derniers, pour discuter des obstacles réglementaires, techniques et juridiques à l'utilisation transfrontières des technologies d'authentification.

Le groupe est tombé d'accord sur une série de recommandations relatives à des domaines où l'UIT pourrait jouer un rôle utile dans l'élimination de ces obstacles. Ces recommandations seront soumises à l'instance de direction de l'UIT lors de sa prochaine réunion en juillet 2000.

"Nous sommes convaincus que l'UIT, grâce à ses compétences uniques et à son expérience du travail en étroite collaboration avec l'industrie, est bien placée pour contribuer à faciliter l'authentification électronique et stimuler un débat global sur les mesures et les questions d'authentification", a déclaré Fred Cate, professeur de droit et directeur de l'Information Law and Commerce Institute de la faculté de droit de l'université de l'Indiana, qui présidait la réunion.

L'UIT a pour objectif de trouver et développer un modèle destiné à servir de base à l'authentification transfrontières. Le groupe a convenu que l'UIT doit encourager les approches volontaires plutôt que les solutions obligatoires et se concentrer sur les domaines où le dialogue international est nécessaire.

Les initiatives axées sur le marché et les normes relatives aux accords privés concernant l'authentification doivent être encouragés, il faut s'attaquer aux besoins des pays en développement, et les questions sociales et culturelles doivent être traitées.

La confiance sera l'élément clé du futur développement du commerce électronique. Pour qu'elle s'établisse, il faut que les achats, les transferts de fonds et toutes les opérations commerciales en ligne soient aussi valides que les activités traditionnelles

et, à cette fin, les transactions devront garantir l'usage d'un système d'authentification transfrontières reconnu.

Plusieurs pays ont déjà adopté une législation sur les signatures électroniques et beaucoup d'autres, y compris l'UE, envisagent de le faire. Cependant, vu le caractère international d'Internet, il est vital que les pouvoirs publics et l'industrie collaborent à l'harmonisation des approches nationales de l'authenticité.

"Le commerce électronique a atteint un stade où il est crucial de s'entendre sur des approches internationales dans le domaine des signatures électroniques et de l'authentification, si nous ne voulons pas assister à l'émergence de normes fondamentalement discordantes relativement à ce qui constitue une "signature" ou à ce qui établit la validité des certificats dans différentes juridictions", souligne le professeur Cate.

Dernière mise à jour: 26 Janvier 2000

Permalink: <https://cordis.europa.eu/article/id/14210-a-global-framework-for-authentication-in-ecommerce/fr>

European Union, 2025